



Charte
d'entretien
DES ESPACES PUBLICS

- FREDON Champagne-Ardenne -

Introduction

L'entretien des espaces en Zones Non Agricoles (ZNA) est assuré par l'utilisation de produits phytosanitaires appelés également pesticides. Ces zones sont généralement des espaces communaux et intercommunaux qui englobent les voiries, fossés, parcs, jardins, massifs, terrains de sport, cimetières, etc.

Selon une enquête régionale réalisée en 2013 par la FREDONCA, les produits les plus utilisés en ZNA en termes de quantité sont à usage herbicide. Les résultats ont montré que de plus en plus d'utilisateurs ont conscience du possible transfert des produits phytosanitaires vers l'eau. Or, les molécules utilisées pour le désherbage des ZNA restent régulièrement et largement retrouvées dans les eaux souterraines et superficielles de Champagne Ardenne. Par définition toxiques pour certains êtres vivants, même à très faibles doses, ces produits ont des effets sur les organismes non-cibles, les écosystèmes et inévitablement, sur la qualité de l'eau.



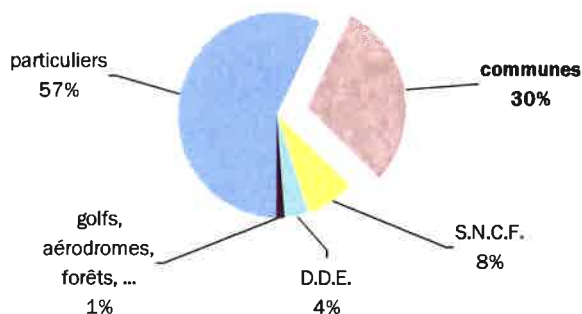
Le traitement des fossés représente une problématique importante en ZNA

Pourquoi l'entretien des espaces publics a-t-il un impact si fort sur la dégradation de la qualité de l'eau ?

Les surfaces présentes dans les espaces communaux sont globalement **imperméables** (bitume) ou **semi-imperméables** (allées sablées) ce qui les rend **propices au ruissellement**. Ces sols sont bien souvent inertes, dépourvus de matières organiques et de microorganismes, donc ils **ne permettent pas la rétention ou la dégradation des produits**. Les désherbants sont rapidement entraînés par les pluies vers le réseau de collecte des eaux pluviales puis vers les rivières.

Pour inverser la tendance et renoncer progressivement et durablement à l'utilisation des pesticides, **il est nécessaire d'améliorer les pratiques**. Les communes ou communautés de communes peuvent montrer l'exemple. Leur politique de traitement phytosanitaire doit être réformée et raisonnée. **Il est en effet possible de diminuer la consommation d'herbicides** en utilisant de nouvelles méthodes de désherbage, en réalisant un **plan de désherbage communal** et surtout en acceptant la végétation spontanée !

Signer la Charte d'entretien des espaces publics sera un symbole fort de l'implication des élus pour la reconquête de la qualité de l'eau vis-à-vis des pesticides. **Elle doit permettre aux collectivités d'agir concrètement pour la réduction de ces produits en Champagne Ardenne.**



Répartition de la consommation non agricole de matières actives phytosanitaires

Les objectifs de la Charte

Les objectifs se déclinent en 3 niveaux différents. L'adhésion à la charte peut se faire selon l'un de ces trois niveaux. Afin de garantir à la Charte la meilleure efficacité possible, il est important que l'ensemble des acteurs (les élus, les agents communaux et les habitants) s'approprient la démarche, en comprennent les enjeux et accepte les évolutions qui en découlent.

La Charte comporte 3 niveaux avec des objectifs différents :



NIVEAU 1 : TRAITER MIEUX



En connaissant mieux les produits phytosanitaires pour mieux les utiliser et ainsi limiter les risques pour les utilisateurs, le public et l'environnement, il consiste à se mettre en conformité avec la réglementation en vigueur. Pour ce faire, nous vous proposons un audit personnalisé des équipements de votre commune (local phytosanitaire, produits utilisés, matériel de traitement...) ainsi qu'un stage de sensibilisation, pour agents et élus, aux bonnes pratiques phytosanitaires.



NIVEAU 2 : TRAITER MOINS

Il vise à réduire l'utilisation des produits phytosanitaires de 50%, et à supprimer les intrants sur les surfaces à risque de transfert élevé. Dans ce but il faut mettre en place un plan de gestion et une formation pour agents et élus, aux techniques alternatives. En ayant recours à des techniques d'entretien autres que chimiques et en privilégiant une gestion simplifiée et plus naturelle des espaces.











































NIVEAU 3 : NE PLUS TRAITER CHIMIQUEMENT

Il consiste à ne plus traiter chimiquement grâce à la mise en place d'un plan de gestion différenciée et à une formation des agents et des élus.



Les engagements

Engagements du signataire	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
1 N'appliquer ou ne faire appliquer que des produits ayant reçu une autorisation provisoire de vente ou un numéro d'homologation du Ministère français de l'Agriculture en cours de validité.			
2 S'assurer que les spécialités utilisées sont homologuées pour l'usage requis			
3 Respecter les doses homologuées ainsi que les dates d'intervention appropriées aux conditions météorologiques et aux stades de développement des adventices			
4 Prendre toutes les précautions pour éviter l'entraînement des produits hors de la zone traitée, quelles que soient les conditions météorologiques			
5 Prendre toutes les dispositions nécessaires pour que le stockage et le transport des produits soient conformes aux textes en vigueur			
6 Disposer d'un matériel et d'une signalisation conformes aux normes			
7 Rincer soigneusement les emballages et les éliminer de façon à ne pas polluer l'environnement			
8 Prendre toutes les mesures nécessaires à la protection du personnel (notamment en matière d'équipement individuel de protection), des autres personnes, de la faune et de la flore utile, et, plus généralement de l'environnement			
9 Tenir à jour un registre des interventions phytosanitaires où figure distinctement le nom des spécialités, leur dose d'utilisation, la date de mise en œuvre, la surface traitée			
10 Prendre en compte les contraintes de désherbage dans les nouveaux projets d'aménagement			
11 Mettre en place des actions de sensibilisation auprès du public fréquentant le territoire			
12 Assister à une journée de démonstration de techniques alternatives au désherbage chimique			
13 Faire suivre au personnel, aux décideurs ainsi qu'aux élus une sensibilisation aux bonnes pratiques phytosanitaires et aux techniques alternatives comprenant la réalisation d'un étalonnage individuel du matériel et ne confier la mise en œuvre des traitements qu'à ce personnel			
14 Faire suivre un stage de sensibilisation aux techniques alternatives et à la gestion raisonnée des espaces publics au personnel, aux décideurs ainsi qu'aux élus			
15 Réduire de 50% l'utilisation des produits phytosanitaires			
16 Réaliser des aménagements pour tendre vers la suppression des interventions chimiques et innover pour réduire la pollution de l'eau par les produits phytosanitaires			
17 Réaliser un plan d'entretien des espaces et respecter les préconisations qui en découlent			
18 Mettre en œuvre des techniques alternatives au désherbage chimique			
19 Ne plus utiliser ou faire utiliser de produits phytosanitaires sur le territoire			
20 Réaliser des aménagements permettant de pallier l'abandon des produits phytosanitaires			

Déroulement de la Charte et évaluation de l'action

1 an

Pour le niveau 1 :



- Adoption de la charte en Conseil Municipal.
- Audit des pratiques de la commune (produits utilisés, stockage, matériel de traitement, équipements de protection individuelle, gestion des déchets, ...)*
- Réalisation d'un compte rendu des pratiques phytosanitaires.*
- Présentation d'un compte-rendu détaillé de l'audit, avec des conseils et préconisations personnalisés.*
- Réalisation d'un stage de sensibilisation (sur place) du personnel et des élus (bonnes pratiques phytosanitaires + alternatives) + étalonnage du matériel.
- Accompagnement à la mise en conformité et aide au respect des autres engagements.**
- Au bout d'un an, contre-visite de labellisation.**
- Passage du dossier en commission pour l'attribution ou non du label.**
- Remise officielle d'une plaque.**

3 ans

Pour le niveau 2 :



- Adoption de la charte en Conseil Municipal.
- Diagnostic des pratiques d'entretien des espaces publics*
- Réalisation du plan d'entretien.*
- Présentation d'un compte-rendu détaillé de l'audit, avec des conseils et préconisations personnalisés.*
- Réalisation d'un stage de sensibilisation (sur place) du personnel et des élus (bonnes pratiques phytosanitaires + alternatives + gestion raisonnée).**
- Accompagnement dans la mise en œuvre de techniques alternatives au désherbage chimique, dans la réalisation d'aménagements permettant de limiter l'utilisation de produits phytosanitaires.**
- Au bout de trois ans, contre-visite de labellisation.**
- Passage du dossier en commission pour l'attribution ou non du label.**
- Remise officielle d'une plaque.**

3 ans

Pour le niveau 3 :



- Adoption de la charte en Conseil Municipal.
- Audit des pratiques d'entretien des espaces publics.*
- Réalisation du plan de gestion différenciée.*
- Présentation d'un compte-rendu détaillé de l'audit, avec des conseils et préconisations personnalisés.*
- Réalisation d'un stage de sensibilisation (sur place) du personnel et des élus (les techniques alternatives + gestion raisonnée des espaces publics).**
- Accompagnement dans la mise en œuvre de techniques alternatives au désherbage chimique, dans la réalisation d'aménagements permettant de limiter l'utilisation de produits phytosanitaires,**
- Au bout de trois ans, contre-visite de labellisation.**
- Passage du dossier en commission pour l'attribution ou non du label.**
- Remise officielle d'une plaque.**

Légende :

* Temps **Prestation**

** Temps **cellule d'animation**

Les plus de la charte d'entretien des espaces publics.

Les adhérents de la Charte d'entretien des publics disposent également d'outils **techniques et financiers d'aide à la diminution et à l'arrêt de pesticides** :

- Un réseau de signataires le club niveaux 2 et 3 qui permet :
 - **Rassembler les signataires** des niveaux 2 et 3 de la Charte d'entretien des espaces publics
 - **Faire vivre le réseau** de signataires engagés dans la démarche « zéro phyto » (Club 2&3)
 - **Partager les expériences** (matériel, communication, etc.)
 - **Echanger sur les actualités** : nouveaux points réglementaires
 - **Échanger sur les techniques d'entretien** : espaces contraignants



- Un **site internet national** pour créer un réseau au-delà des frontières administratives régionales.
<http://www.entretien-espaces-publics.fr>

- Une **mutualisation des supports**, le même visuel partout.





































- Une **veille technique et réglementaire** pour toujours être informé des nouvelles réformes et nouvelles alternatives disponibles.
- Une **mise à disposition d'outils de communication** pour sensibiliser les particuliers (expositions mobiles, rédaction d'articles pour les bulletins municipaux, ...)
- Des **aides financières** possibles des Agences de l'Eau pour les études et l'acquisition de matériels alternatifs (se renseigner auprès des agences de l'eau, le montage des dossiers doit être réalisé par la collectivité)













ANNEXES

 **Liste des communes adhérentes au 08 novembre 2015**

Nom de la collectivité	Niveau d'engagement	labellisée
Département des Ardennes		
AIGLEMONT	3	
AVAUX	3	
BOGNY-SUR-MEUSE	1	
BOSSEVAL ET BRIANCOURT	1	
DAIGNY	1	
FLOING	1	
GIVONNE	1	
GLAIRE	1	
HAUTES RIVIERES	3	  
HOPITAL PSYCHIATRIQUE DE BEL AIR	3	  
JANDUN	2	
LA MONCELLE	1	
MAUBERT-FONTAINE	2	
NOYERS PONT MAUGIS	1	
POIX-TERRON	2	
POURU AUX BOIS	1	
POURU SAINT REMY	1	
SEDAN	1	
SAINT MENGES	1	
VIVIER AU COURT	1	
VRIGNE AUX BOIS	2	 
WADELINCOURT	1	
WARNECOURT	2	
Département de l'Aube		
AIX EN OTHE	2	
AVANT-LES-RAMERUPT	3	
AVIREY LINGEY	3	  
BERCENAY-EN-OTHE	3	
COURTERANGES	3	
ESSOYES	2	
MESNIL-LETTRE	3	
MERY-SUR-SEINE	1	
SAINT-MARDS-EN-OTHE	3	
SAINT OULPH	2	
SPOY	3	
Département de la Haute-Marne		
ANROSEY	3	
ARBIGNY	3	
BELMONT	3	
BIZE	3	
BOLOGNE	2	
BOURMONT	1	

CELSONY	3	
CHAMPIGNY / VARENNES	3	
CHAMPSEVRINE	3	
CHEVILLON	2	
CHEZEAUX	3	
COIFFY LE BAS	3	
FARINCOURT	3	
FAYL BILLOT	3	
GENEVRIERES	3	
GILLEY	3	
GRENANT	3	
GUYONVELLE	3	
HAUTE AMANCE	3	
LAFERTE SUR AMANCE	3	
MAIZIERES/AMANCE	3	
NIJON	3	
PIERREMONT	3	
PISSELOUP	3	
POINSON LES FAYL	3	
PRESSIGNY	3	
ROUGEUX	3	
SAULLES	3	
SAVIGNY	3	
SOYERS	3	
TORNAY	3	
VALLEROY	3	
VARENNES	3	
VELLES	3	
VONCOURT	3	
Département de la Marne		
AUMENANCOURT	3	
AY	1	
BAZANCOURT	2	
BEINE-NAUROY	2	
BEZANNES	2	
CHALONS-EN-CHAMPAGNE	2	
CHENAY	2	
COMPERTRIX	1	
CORMONTREUIL	1	
CORMICY	3	
DAMERY	1	
DIZY	1	
EPERNAY	2	
FAGNIERES	3	
FISMES	2	
GERMAINE	3	
GUEUX	3	

MONTHELON	2	
MUIZON	1	
MUTIGNY	2	
PARC NATUREL REGIONAL DE LA MONTAGNE DE REIMS	3	  
PUISIEULX	1	
ROSNAY	3	  
SEZANNE	2	
SAUDOY	3	
SILLERY	2	 
VERZENAY	1	

Vos contacts à la FREDON Champagne-Ardenne



Ardennes, Marne

Hugues DELATTRE

03.26.77.36.68

h.delattre@fredonca.com

Aube, Haute-Marne

Charlotte RUDEAULT/Julia GAZAGNAIRE

03.26.77.36.45

c.rudeault@fredonca.com

j.gazagnaire@fredonca.com

Coordination cellule d'animation

Sandra URBANIAK

03.26.77.35.70

s.urbaniaik@fredonca.com

Communication

Aurélie MELONI

03.26.77.36.72

a.meloni@fredonca.com